23. fraude des États confédérés

La fraude aux noms et identités des entreprises --- Fraude des "États confédérés"

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

La majorité des stratagèmes de fraude que nous avons rencontrés et décrits ont été des tromperies et des tromperies sémantiques par omission.

Les tromperies sémantiques ont impliqué l'utilisation de noms très similaires pour des choses différentes, par exemple, l'utilisation du même nom, les États-Unis d'Amérique, comme nom d'une Fédération des États non constituée en société en Amérique et également comme nom d'une Scottish Commercial Corporation.

La confusion aurait pu être évitée simplement en ajoutant le mot "Incorporated" au nom pour désigner la Scottish Corporation, mais la confusion a plutôt été encouragée en omettant le mot "Incorporated" du nom.

Ainsi, vous avez un exemple clé de l'utilisation de la tromperie sémantique à l'aide de noms similaires et de la pratique d'omettre des informations clés pour promouvoir ces fraudes et usurpations d'identité.

Des fraudes similaires ont été commises à l'aide d'acronymes qui semblent être des abréviations..

L'ONU n'est pas la même que l'ONU. L'IRS n'est pas le même que l'Internal Revenue Service. Nous pourrions continuer à utiliser de nombreux exemples pour démontrer comment l'utilisation abusive et l'abus de ces acronymes ont conduit à une confusion et à une tromperie grossières du même type de base.

Plus important encore, les Nations Unies sont une organisation internationale vouée à la promotion de la paix et aux efforts conjoints pour régler les différends internationaux sans guerre, tandis que l'ONU est une société commerciale fondée à Vichy France en 1943, à des fins entièrement différentes.

Ainsi, le grand public de cette planète entière a été délibérément ignoré de la nature des diverses identités nommées dont il avait affaire, et cette forme de non-divulgation délibérée a laissé les gens en proie à des sociétés commerciales.

L'OMS, l'INC., Une autre société commerciale, a été fortement impliquée dans le génocide actuel des vaccins, et a profité d'elle-même et a fait une offre pour un pouvoir politique coercitif qui lui a été accordé sous la fausse hypothèse qu'il s'agit d'une organisation humanitaire et professionnelle, alors que sa véritable nature en tant que société commerciale privée à but lucratif sous l'emprise des nazis, n'est pas entièrement divulgué au public ni même aux membres de l'Organisation des Nations Unies.

Bien qu'il s'agisse d'une convention juridique depuis la Seconde Guerre mondiale pour désigner des entités constituées en utilisant toutes les majuscules, l'existence et l'utilisation de cette convention linguistique et orthographique n'ont pas été enseignées dans les écoles publiques ni mises en évidence par le grand public par d'autres moyens.

Nous irions jusqu'à dire que l'utilisation de toutes les majuscules pour désigner les entités constituées en société et, en particulier, pour identifier les domaines des morts, a été un secret commercial, dont la connaissance a été étroitement surveillée et disponible auprès de quelques-uns seulement. sources utilisées par les avocats et les parajuristes et les linguistes qui s'intéressent professionnellement aux dérivés latins et latins.

Par conséquent, les contrats impliquant des sociétés commerciales non divulguées ne peuvent pas être considérés comme valables
et cela comprend tous les contrats, traités ou autres obligations conclus avec l'OMS, l'INC. Et toutes les autres entités dites à trois lettres et autres acronymes.

Cette interdiction et objection s'appliquent très certainement à tous les différents accords commerciaux qui ont été mis en place et utilisés pour promouvoir la régionalisation du «gouvernement mondial» promu par ces différentes sociétés municipales et commerciales à leur propre avantage.

Elle s'appliquerait à la soi-disant Union nord-américaine, qui propose de détruire les frontières entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. Le mot "commercial" a été omis des discussions relatives à cet arrangement: il devrait être appelé "Union commerciale nord-américaine" et il devrait être évident qu'il s'agit d'un pacte supprimant les entraves aux activités commerciales entre ces nations ---- pas une excuse pour effacer les frontières nationales et dénigrer la souveraineté nationale.

Aucune des sociétés municipales ni leurs franchises de sociétés commerciales n'ont elles-mêmes la souveraineté et elles ne sont certainement pas en mesure de céder la souveraineté d'autrui, y compris nos États-nations de l'Union.

Nous souhaitons que ces questions soient traitées immédiatement et sans détour ainsi que les limites de tout le Code administratif. Veuillez rappeler à M. Biden que l'IRS, comme l'Internal Revenue Service, n'a aucune capacité d'application armée. Rappelez-lui également que l'IRS est un collecteur de dettes privé et que le titre 26 n'a jamais été adopté en droit positif ou inscrit au Congressional Record. Tout agent armé de l'IRS qui empiète contre les Américains ne sera que cela --- des brigands armés agissant en tant que mercenaires étrangers engagés dans des actes criminels à l'intérieur de la frontière de nos États-nations. Ceux qui usurpent l'identité de notre président et détournent les armes à feu de cette manière seront suspendus en tant que pirates intérieurs. Une action rapide de la part des Principaux est nécessaire.

Nous souhaitons également discuter brièvement d'un élément particulier du modèle global de tromperie sémantique qui relève actuellement la tête à nouveau, et c'est une énigme présentée par l'utilisation du mot "État" pour faire référence de manière informelle aux "États confédérés". Ils ne sont en aucun cas la même chose et dans ce pays, ils ont une histoire particulière impliquée dans toute cette fraude.

Les États confédérés sont en fait ce que nous avons appelé des "États d'États" --- des organisations commerciales constituées en société ou non constituées en société qui fournissent des services publics sous contrat pour les États actuels. Ils ne sont pas du tout synonymes des États qu'ils servent, mais sont souvent appelés à tort "États" par acte d'omission.

Alors que nous avons eu du mal à démêler ces documents et faits obscurs, il est devenu de plus en plus évident que: notre Union d'États-nations non constituée en société d'origine, initialement appelée États-Unis, a également fait des affaires en tant qu'États-Unis d'Amérique et a fait des affaires au nom de l'Union des États-nations au niveau national. C'est le niveau de notre gouvernement qui est "l'Union" mentionné dans les articles de la Confédération en référence à une union "plus parfaite" et "perpétuelle" par laquelle ils voulaient établir leurs propres États américains et les lier ensemble dans une Confédération permanente.

Plus tard, c'est cette même Confédération des États des États membres de l'Union opérant en tant qu'États d'Amérique qui a créé la République fédérale et l'a dirigée en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique, ce qui explique pourquoi ce contrat a utilisé le mot "uni" comme adjectif et n'incluait pas "uni" dans le nom de l'organisation recevant les pouvoirs délégués. Cela explique également pourquoi les membres séparatistes du Sud de la Confédération des États se sont appelés "les États confédérés d'Amérique".

Les Sudistes étaient beaucoup plus honnêtes en se représentant eux-mêmes et en leur capacité d'agir - c'est-à-dire en tant qu'États, pas du tout des États.

Ceci est essentiel pour comprendre l'histoire et la nature de la soi-disant guerre civile américaine en tant que conflit mercenaire, et également la clé pour comprendre le marécage qui a abouti à son sillage, et le désordre avec lequel nous luttons encore aujourd'hui, à la fois en termes de reconstruction de notre gouvernement et de nos sous-traitants étrangers déchaînés ont laissé les choses en marche dans le district de Columbia lorsque la République fédérale est devenue inutilisable.

Nous souhaitons la compréhension universelle que ces sociétés municipales et commerciales étrangères à but lucratif et les chefs qui en sont responsables ont agi en violation flagrante de la confiance et en violation de leurs contrats de service commercial appelés constitutions. Ils ont tous été jugés pendant sept (7) ans et le jugement civil final qui en a résulté a été publié et publié en avril 2014.

Ce n'est pas notre désir ou notre intention de continuer à lutter avec les employés qui ne font pas leur travail et nuisent réellement à notre pays et à notre peuple; nous souhaitons qu'ils soient licenciés et renvoyés chez eux et que d'autres accords et moyens soient conclus via un processus de transition logique. Les directeurs généraux responsables de l'exécution des sociétés municipales doivent informer et réorienter pleinement M. Biden et M. Trump pour se conformer à leurs contrats de service et cesser et s'abstenir d'autres activités et présomptions.

Récemment, certains partis associés aux services militaires ont fait un effort pour créer un récit épousant le concept de la merveilleuse "Confédération perdue" et lui attribuant des pouvoirs qu'elle n'a jamais eu, et aussi tenter de donner à la Confédération la nature et les attributs de l'Union des États-nations au lieu d'admettre que la Confédération défaillante et disparue depuis longtemps était un assemblage d'organisations commerciales d'État d'État qui ne pouvaient pas s'entendre et qui étaient en faillite dans le Nord et ruiné dans le Sud et jamais reconstruit.

Le vrai gouvernement reste investi comme il l'a toujours été dans nos États-nations et notre peuple, et les instruments qu'ils ont nommés.

Nous souhaitons une compréhension universelle similaire que ces entités constituées ne nous représentent pas, le gouvernement américain et le peuple américain, et nous ont simplement usurpé l'identité, volé notre identité, accédé illégalement à notre crédit via des banques complices et géré une confiance fantastiquement complexe et à long terme raquette sur nos côtes.

Nous souhaitons qu'il soit entendu que ces organisations et les prétendus employés publics qui les dirigent ont usurpé contre leurs employeurs au détriment des pays qu'ils sont censés servir. La nature et l'étendue de ce mauvais service varient mais ont universellement affecté tous les niveaux de gouvernement dans les pays qui ont été touchés par ces imposteurs et les pratiques trompeuses qu'ils ont utilisées pour frauder, céder et dévaluer leurs employeurs.

Nous souhaitons le démantèlement de ce système vénal de fraude et d'usurpation d'identité, les occupations illégales de pays entiers par des mercenaires étrangers et l'usurpation manipulatrice des gouvernements nationaux par les sociétés municipales et commerciales utilisant l'hypothèque de la dette et d'autres moyens inappropriés et obscurs de saisir les actifs et confisquer et endetter illégalement les avoirs des tiers.

Nous souhaitons mettre un terme à la "GIA" - une autre franchise privée à but lucratif constituée en société se faisant référence à la "Global Intelligence Agency" et aux services non élus et indésirables des "Majestic Twelve", CIA, FBI, DOJ , SERCO et les organisations affiliées qui ont manifestement fonctionné sans aucune autorité légale et d'une manière qui nuit à la paix et à la vie sur cette planète. Ces entités voyous non élues doivent être financées immédiatement, liquidées en tant que sociétés et remplacées par des opérateurs humains qui ont la capacité de

bon sens et de conscience morale. L'expérience de laisser l'intelligence artificielle biologique comme Kim Goguen diriger le monde a échoué.

Nous souhaitons que tous ceux qui lisent ceci remarquent que ces soi-disant agences sont toutes des sociétés étrangères privées à but lucratif qui ont et ont accédé et dépensé notre crédit, sur la base de nos actifs, pour leurs projets sans notre autorisation et que les affiliés les banques commerciales l'ont autorisé et que leurs actifs sont maintenant confisqués.

Nous souhaitons que tous ceux qui lisent ceci remarquent que ces agences et entités susmentionnées et leur personnel sont engagés dans ce vol depuis quelques décennies sans détection en raison du fait que ces mêmes prétendues organisations de renseignement n'ont pas non plus fait le travail. qu'ils ont été embauchés pour faire --- principalement pour prévenir la criminalité et les fausses déclarations dans le commerce et le vol d'identité et fraude au crédit --- qui sont tous les mêmes crimes qu'ils se sont effectivement engagés.

Nous souhaitons que cette activité illégale s'arrête complètement et de façon permanente et que ces agences qui ont non seulement échoué dans leurs missions, mais ont agi en tant que syndicats du crime international et mondial, soient complètement honteuses et déracinées et remplacées non seulement par une nouvelle direction mais nouvelles organisations. Le personnel du DOD, de l'INC. impliqué dans le "GIA" et dirigeant le PENTAGON, la CIA, le FBI, le DOJ, le DHS, etc., n'a apporté qu'une histoire de honte, d'incompétence et de criminalité à ces organisations, qui sont mieux laissées dans la poubelle de l'histoire.

Nous souhaitons une action immédiate de toutes les personnes responsables du paiement de ces mécréants pour débrancher ces organisations non autorisées, non élues et indésirables et nous remarquons que les différentes itérations de "Congrès" qui ont alloué des fonds pour le soutien de ces organisations et leurs activités illégales et illégales opèrent de la même manière dans la fraude et l'usurpation de l'identité des organes législatifs publics tout en agissant en fait en tant que conseil d'administration de ces mêmes sociétés municipales du district de Columbia qui ont engendré ces agences et opéré les comme franchises.

Nous souhaitons que ces organisations soient démantelées à l'échelle mondiale, financées, privées de crédit, tous leurs comptes saisis et tous leurs actifs transférés à notre propriété, à notre contrôle et à notre direction. Nous sommes le gouvernement américain national et international, l'Union non constituée en société d'États-nations connus sous le nom de États-Unis et la Fédération des États non constitués en société opérant au niveau international sous le nom de États-Unis d'Amérique, et nous sommes les seuls à être compétents et légalement habilités à redresser ce gâchis.

Nous souhaitons que le GIA échoué et inintelligent soit immédiatement financé et dissous et que la police locale soit pleinement informée des circonstances à l'échelle mondiale. C'est l'occasion de rétablir une gouvernance légale et saine et morale pour les États-Unis, l'Europe occupée, le Japon, l'ancien Commonwealth et d'autres nations qui ont été touchées par ce jeu de con gargantuesque. C'est également l'occasion de corriger les opérations bancaires dans le monde entier.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

20 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:28 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:28 UTC by Bee